Institut des Comptes nationaux

Bureau fédéral du Plan

La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1,2 % en 2015 et à 1,3 % en 2016

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces prévisions macroéconomiques sont réalisées dans le cadre de l'élaboration du budget fédéral pour l'année 2016.

Ces prévisions ne tiennent pas compte des mesures annoncées par le gouvernement en juillet dans le cadre de la confection du budget fédéral et du tax shift. La hausse récente de la TVA sur l'électricité à usage domestique n'est pas non plus prise en compte puisque cette mesure relève d'un accord global dont les modalités n'ont été connues que trop tardivement pour être reprises dans ces prévisions.

Rétablissement progressif de l'économie de la zone euro

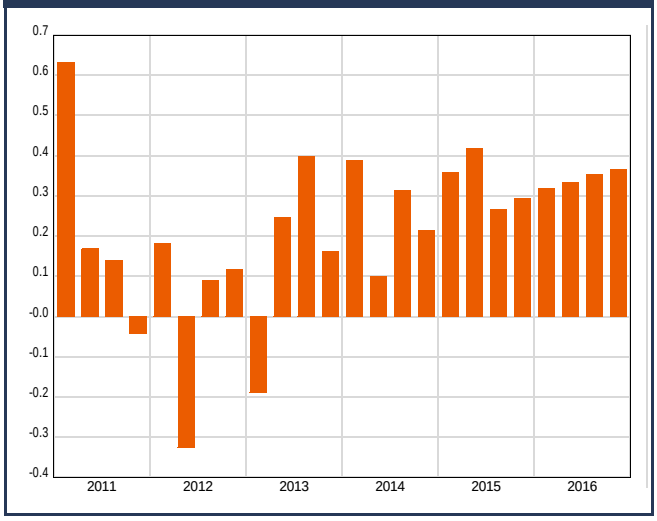
En 2015 et 2016, la croissance de l'économie mondiale serait soutenue par la poursuite de la reprise des économies avancées, et en premier lieu de l'économie américaine, mais serait aussi pénalisée cette année par le ralentissement de l'économie chinoise qui se répercute sur les exportations et la croissance économique des pays émergents. La croissance du PIB de la zone euro dans son ensemble devrait ainsi passer de 0,9 % en 2014 à 1,4 % en 2015 et 1,7 % en 2016, sous l'impulsion de la baisse du prix du pétrole, d'une dépréciation de l'euro et d'une politique budgétaire qui n'a plus d'effets négatifs sur l'activité économique. Cependant, en comparaison avec nos prévisions de juin, la croissance dans la zone euro, ainsi que dans les autres économies avancées, a été légèrement revue à la baisse, puisque la croissance des économies émergentes a été plus faible.

Les principales incertitudes qui entourent ce scénario international concernent l'économie chinoise (avec un risque "d'atterrissage brutal") et les effets du premier relèvement des taux directeurs par la banque centrale américaine, qui pourrait encore intervenir cette année.

En 2015, la croissance du PIB belge est largement soutenue par la consommation des particuliers. Pour 2016, la croissance économique a été revue à la baisse

Après avoir accusé un net recul au tournant de l'année, les exportations devraient profiter d'une amélioration progressive de la conjoncture internationale et de la dépréciation de l'euro si bien que leur croissance devrait tout de même atteindre 3,4 % cette année. Grâce à une accélération de la croissance des débouchés extérieurs et à l'évolution favorable des coûts intérieurs sous l'effet des mesures prises antérieurement à juillet 2015 pour limiter le coût du travail, la croissance des exportations s'établirait à 4,2 % en 2016. L'excédent de la balance des opérations courantes augmenterait sensiblement sous l'effet d'une évolution favorable des termes de l'échange (consécutive à la baisse du prix du pétrole) en 2015 et d'une forte augmentation des exportations nettes en volume en 2016.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En 2015 et 2016, le revenu disponible réel des ménages est soutenu par la progression de l'emploi mais, dans le même temps, est freiné par la politique de modération salariale. En raison d'effets de prix favorables (principalement la baisse des prix de l'énergie), le revenu disponible réel progresserait encore de 1,1 % en 2015, puis de 0,5 % seulement en 2016. Au cours de ces deux années, la consommation privée augmenterait plus vite que le revenu disponible car elle serait notamment stimulée par l'amélioration de la situation sur le marché du travail. En 2015, la consommation privée

progresserait de 1,9 % et apporterait ainsi une contribution importante à la croissance économique. En 2016, son rythme de progression serait moins soutenu (0,6 %). Par ailleurs, les investissements résidentiels des ménages augmenteraient à peine de 0,2 % cette année, compte tenu d'un premier trimestre négatif, mais s'accroîtraient de 1,1 % en 2016.

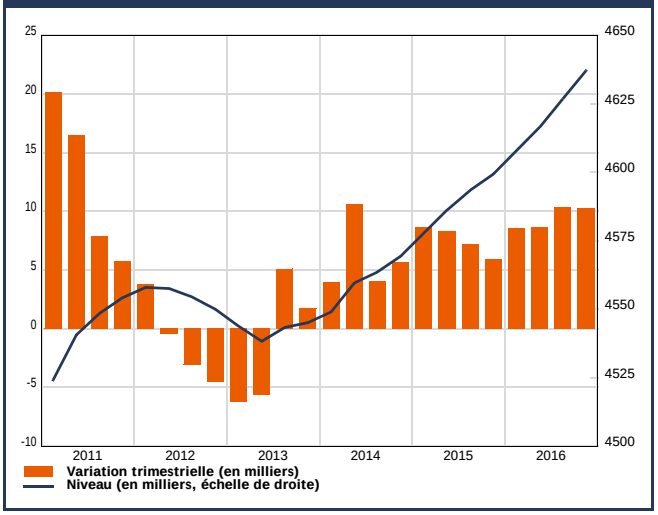
L'an dernier, les investissements des entreprises ont affiché une hausse remarquable, de l'ordre de 6,8 %. Ils continueraient d'augmenter à hauteur de 2,8 % cette année pour finalement baisser de 0,8 % en 2016. Ces chiffres sont toutefois influencés par plusieurs achats exceptionnels de biens d'investissement et de brevets en 2014-2015 mais étant importés, ils n'ont pas d'impact sur le PIB. Les investissements des entreprises, même corrigés pour ces transactions, demeurent un moteur important de croissance économique au cours des années 2014-2016 avec respectivement une progression de 2,6 %, 2,8 % et 2,9 %.

En 2015 et 2016, la croissance en volume de la consommation publique s'établirait respectivement à 0,3 % et 0,7 %. En 2015, les investissements publics enregistreraient une forte croissance en volume (7,2 %) qui, tout comme l'an dernier, s'explique en grande partie par la construction de bâtiments scolaires. En 2016, les investissements publics totaux connaîtraient une croissance quasiment nulle.

Les créations d'emploi sont soutenues par une progression modérée des coûts salariaux horaires

D'après les estimations, la croissance économique a permis à l'emploi de progresser de 0,4 % l'an dernier (soit un accroissement net de 17 700 emplois). Pour 2015 et 2016, on table sur une croissance de 0,6 % et 0,7 % respectivement (soit la création de 62 000 emplois au total). Notons que l'évolution de l'emploi est, depuis 2014, beaucoup moins soutenue par l'extension des emplois titres-services qu'au cours des années précédentes. En outre, l'emploi public devrait baisser. Par contre, le secteur marchand devrait connaître une évolution positive de l'emploi sous l'impulsion de la faible hausse du coût salarial horaire. Dès lors, les gains de productivité demeureraient faibles dans ce secteur.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
Données corrigées des variations saisonnières



Compte tenu de la poursuite de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait au total de 38 000 unités en 2015 et 2016. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 8,5 % en 2014 à 8,3 % en 2016.

L'inflation repart à la hausse en 2016

Contrairement aux prévisions mensuelles publiées le 1er septembre 2015 sur le site du Bureau fédéral du Plan, la présente estimation ne tient pas compte de l'effet de la hausse de la TVA sur l'électricité à usage domestique (cf. introduction). L'inflation en Belgique, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'établirait ainsi à 0,4 % en 2015 et à 1,2 % en 2016 (contre 0,5 % et 1,5 % si l'on tient compte de la hausse de la TVA sur l'électricité). L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, progresserait de 0,9 % et 1,2 % respectivement (contre 1 % et 1,5 %). Le prochain dépassement de l'indice pivot (actuellement à 101,02) par l'indice santé lissé ne devrait pas intervenir avant 2017. L'indice santé lissé est redéfini conformément à la loi du 23 avril 2015 qui officialise le saut d'index.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2013	2014	2015	2016
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.3	0.9	1.9	0.6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1.1	1.0	0.3	0.7
Formation brute de capital fixe	-2.2	5.4	2.7	-0.3
Dépenses nationales totales	-0.6	0.9	1.9	0.5
Exportations de biens et services	2.9	3.7	3.4	4.2
Importations de biens et services	1.8	3.6	4.2	3.3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.8	0.2	-0.6	0.9
Produit intérieur brut	0.3	1.1	1.2	1.3
Indice national des prix à la consommation	1.1	0.3	0.4	1.2
Indice santé	1.2	0.4	0.9	1.2
Revenu disponible réel des particuliers	-0.2	2.2	1.1	0.5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13.5	14.5	13.9	13.8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-12.4	17.7	28.8	32.9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.4	8.5	8.5	8.3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.2	1.6	3.7	4.4
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.8	132.9	112.6	114.9
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.2	0.2	0.0	0.0
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	2.4	1.7	0.9	1.3